

RTA - Interview de Michel Wieviorka 2013
Partie 3/3
Une lecture de la délinquance des mineurs

On voudrait maintenant se pencher sur la question de la délinquance des jeunes. Un jeune délinquant est quelqu'un qui passe à l'acte, est-ce qu'il faut, pour autant, établir un lien entre ce passage à l'acte et cette subjectivation/désobjectivation comme vous venez de nous la décrire ?

Michel Wieviorka

Alors, je vais être un peu scolaire, et je vais reprendre les modèles que je viens d'évoquer, pour essayer de voir comment on peut lire certains actes qu'on appellera « de délinquance ». Vous pouvez appeler délinquance le fait, je prends un exemple concret, que des jeunes brûlent des voitures. Il peut y avoir des choses plus graves, des choses moins graves, à l'occasion de ces émeutes dont on parle tant, ou même parfois dans des nuits plus ordinaires. En France, je ne me souviens plus des chiffres, mais c'est quelques dizaines de voitures chaque nuit qui sont brûlées, et pour certaines par des jeunes, comme ça, c'est de la délinquance, on pourrait prendre d'autres exemples. Eh bien, si vous faites l'hypothèse, la première hypothèse que j'ai proposée, le premier modèle que j'ai proposé. Que ce sont des jeunes qui sont sujets impossibles en quelque sorte, sujets interdits de devenir acteur. Pourquoi ? Parce qu'ils sont victimes du racisme, ils sont victimes de la discrimination, etc. Eh bien, si vous voulez lutter contre la délinquance, le plus urgent c'est de créer les conditions qui empêcheront cet impossible passage. Et donc, comment aider les jeunes à devenir acteur à partir de leur subjectivité ? Et là, j'ai envie de dire la meilleure réponse pour moi à ce type de délinquance-là ou à cet aspect-là dans la délinquance, il n'y a pas que ça bien sûr, mais la meilleure réponse c'est encourager tout ce qui peut créer des médiations vers l'action : encourager le tissu associatif pas seulement, comment dirais-je, à faire du travail social de réparation ou donner de l'argent, mais à créer de l'action collective, on en parlait tout à l'heure. Encourager le tissu associatif à prendre des initiatives culturelles, musicales, sportives, etc. Donc, à créer des capacités pour casser cette impossibilité, ça me semble tout à fait capital. Ça ne règle pas le problème de celui qui est passé à l'acte et qui vient d'arracher le sac d'une dame, bien entendu, mais ça crée les conditions plus générales, me semble-t-il, pour une amélioration. Alors, on peut réfléchir certainement sur d'autres cas mais ça ce serait mon premier propos.

J'ajoute autre chose, toujours sur ce premier registre. Quand on est sujet, quand on veut devenir acteur, on a besoin de fierté, de dignité, de reconnaissance. Et donc, si on dit aux jeunes simplement qu'ils sont en passe peut-être de devenir délinquants « Tu n'es pas grand chose, mais on va quand-même te donner une table de ping-pong pour jouer dans un centre sportif ». Ça ne suffit pas ; il faut aussi créer les conditions pour qu'il y ait de la reconnaissance, de la dignité créer, autrement dit, la capacité à symboliser mieux sa propre expérience, il y a différentes façons, ça fait partie des choses. Et, par conséquent, les discours qui stigmatisent, ou les personnes qui disqualifient, il faut s'en méfier. Alors, les discours qui stigmatisent, moi, je vis dans un pays, la France, où c'est sans arrêt qu'on entend dire : « On leur demande de s'intégrer, on leur propose de s'intégrer mais on n'y arrivera pas, on ne peut pas les intégrer, ils sont musulmans, ils sont de telle ou telle couleur de peau ». Ou même, simplement, la mise en avant de l'idéal universel : « Vive la liberté ;

l'égalité ; la fraternité », c'est superbe, mais si vous êtes privé, vous, comme jeune de l'accès à la liberté, l'égalité, la fraternité, ce discours il est insupportable, et il vous déjuge. Donc vous voyez il y a des conditions – ce n'est pas simplement créer des conditions comme ça, par exemple, associatives – c'est aussi être très sensible à ceux qui tiennent le discours sur place, au responsable du centre culturel, etc., et à ceux qui tiennent les discours politiques et idéologiques, plus général. Ça ce serait un premier registre.

Le deuxième exemple que j'ai pris ou le deuxième modèle que j'ai pris c'est quand tout se surcharge, comme ça, d'idéologie et de religion. Alors là, ça devient plus difficile parce qu'en face de vous vous avez des gens qui ont trouvé un sens. Et là, je crois que l'effort il doit être un peu différent. L'effort doit consister à dire quelque chose comme – je parle avec beaucoup de prudence, les conseillers ce n'est pas les payeurs, donc, je le sais aussi – mais trouver à dire quelque chose comme : d'un côté, je reconnais votre choix religieux ou idéologique, je le reconnais, je l'admets, l'Islam – parce que c'est souvent l'Islam – l'Islam en tant que tel, la religion musulmane ne pose pas de problème ; mais je vous demande à vous, musulmans, de respecter les valeurs universelles du droit et de la raison, d'accepter la réflexion, le débat, d'accepter le droit, c'est-à-dire la même loi pour tout le monde. Autrement dit, je pense que pour ce deuxième type de problème où il y a une surcharge de sens, il ne faut surtout pas essayer d'éradiquer en quelque sorte cette surcharge de sens, il ne faut pas la maltraiter. Moi je vis dans un pays où un certain nombre de personnes sont obsédées par l'idée qu'il faut une laïcité beaucoup plus pure, beaucoup plus dure et interdire dans les espaces privés des entreprises et autres, les signes ostensibles d'Islam, ce genre de chose. Mais, pas du tout, moi je pense qu'il faut dire « je reconnais votre religion, j'en tiens compte, et je vous demande en contre-partie de reconnaître que nous sommes dans un univers où les valeurs de la raison et les valeurs du droit doivent fonctionner ». C'est ce genre de posture qui me semble importante. Je ne dis pas que ça réglera encore tous les problèmes, mais ça peut aider, dans l'ensemble, à les régler.

J'ai ensuite évoqué le thème et l'idée de la non responsabilité, de l'obéissance à une autorité légitime. Eh bien, écoutez, je crois que si la question se pose ainsi, il faut contribuer le plus possible à éviter que l'irresponsabilité puisse exister ou régner. Là, je n'ai pas de réponse tangible à proposer, parce que je crois que c'est une forme de violence très limitée. Mais ne jamais accepter que le délinquant vous dise « écoutez, moi, je ne suis pas responsable, c'est la société, c'est ma famille ». Non. Bien sûr la société, la famille, le père est alcoolique, il battait la mère, tout ce que vous voudrez, bien sûr. Mais toujours en appeler à la responsabilité, à la petite, petite part éventuelle de responsabilité, toujours la mettre en valeur, ça, ça me semble très important.

Et puis enfin il y a le quatrième cas de figure que j'ai évoqué, la violence pour la violence. Alors là, je vais peut-être vous étonner, je crois que si c'est vraiment ça qui est en jeu, je crois qu'il n'y a pas d'autre réponse que purement répressive, car quelqu'un qui est dans la pure violence, je ne vois pas comment on peut, comment dirais-je, le transformer, comment on peut contribuer à créer des conditions qui font que cette dimension de la... Alors, ce qu'on peut faire c'est *empêcher* que ça existe : créer des institutions, s'assurer que les institutions, le droit, etc., empêchent la violence pour la violence, ça oui. Et puis, si elle existe quand-même, là, je ne vois pas d'autres réponses que répressive.

Alors, je vous ai donné des réponses qui ont l'air comme ça très claires, très simples, dans la réalité c'est toujours beaucoup plus compliqué. Mais on peut au moins – et ce serait comme ça que je m'adresserait si je devais parler directement à des travailleurs sociaux, des

éducateurs, des enseignants, des parents d'élèves, ou à des politiques – c'est comme ça que je crois qu'on peut essayer de réfléchir, c'est de se dire « À quel type de violence j'ai affaire ? C'est quoi cette délinquance ? C'est quoi exactement ? », et une fois que j'ai compris quelle est la nature de cette délinquance, à ce moment-là, aller plutôt dans un sens ou dans un autre, en sachant qu'il n'y a pas une réponse. Il n'y a pas une « one best way », une autoroute que tout le monde pourrait suivre pour éradiquer la délinquance.

Vous parliez tout à l'heure d'institutions. Que dire des institutions qui sont souvent la cible de violences perpétrées par des jeunes ? Quelles attentes on pourrait formuler vis-à-vis de ces institutions ?

Michel Wieviorka

Alors, dans certains cas ; là aussi il faut voir quelles sont ces violences perpétrées par des jeunes. Je vous donne un ou deux exemples.

Dans certains cas c'est de la violence pour de la violence, c'est ludique. Donc là, si c'est vraiment ça, on ne peut que sanctionner, réprimer je veux dire. Mais dans la réalité c'est souvent plus compliqué que ça. Je vous donne un exemple, c'est ancien mais peu importe : des jeunes s'amuse, dans certaines banlieues françaises, des jeunes s'amuse à mettre le feu aux poubelles pour attirer les pompiers, et quand les pompiers arrivent, pour essayer de leur lancer des pierres, de mal les traiter. Apparemment, ils s'en prennent à l'institution qui est quand-même une institution très respectable ; les pompiers, des gens qui éteignent les incendies. Donc on est plutôt dans le cas de la violence ludique très dangereuse. Mais si on fait une enquête, dans ce cas précis, on apprendra que les pompiers, un jour, au bistro du coin, avaient tenu des propos racistes forts et clairs. On commence à y voir un peu plus clair, ou autrement. Je vous en donne un ou deux autres exemples si vous voulez. Le conducteur de bus qui, en banlieue – les règlements ont un peu changé mais, peu importe, prenez ça comme un cas fictif, encore qui ne le soit pas – le conducteur de bus qui traverse une banlieue et qui est raciste. Il est dans une banlieue où il y a de temps en temps des jeunes qui lui demandent de s'arrêter en dehors des arrêts prévus, il a le droit de s'arrêter ou pas. Il passe devant les jeunes, il est raciste, ils ont l'air un peu bronzés, il leur fait un signe de moquerie et il passe son chemin. Lui, il n'a pas de problème. Et le bus suivant qui est conduit par un brave type, qui n'est pas du tout raciste, il se fait attendre, est caillassé et attaqué par des gens avec des battes de base-ball. Alors si on ne sait pas ce qui s'est passé juste avant, on dit l'institution a été attaquée par des jeunes. Vous voyez, c'était un deuxième exemple. Je pourrais vous en donner d'autres des illustrations de ce type. Il y a aussi, s'il s'agit de certaines institutions, par exemple culturelles ou sportives, il y a aussi le refus de réfléchir et de comprendre, et d'écouter les jeunes qui existent. Je me souviens d'une histoire où le directeur de l'institut, qui faisait à la fois culture, sport, etc., dans un quartier très populaire, les gosses le tannaient, les garçons le tannaient pour l'ouverture d'un mini espace de football je crois, quelque chose comme ça, c'était possible. Et lui, un jour, a dit : « Ah ça y est, je vais vous faire très plaisir, je vous ai acheté des tables de ping-pong ». Mais les jeunes ils ne voulaient pas les tables de ping-pong, ils voulaient le mini espace de football. Ils avaient peut-être raison, ils avaient peut-être tort, peu importe. Eh bien, ce directeur avait tort. Et un beau jour il y a eu des violences commises. Donc, c'est pour vous dire tout d'abord, avant de dire « ils attaquent les institutions qui sont là pour les servir, pour les aider, etc. », allons y voir à chaque fois. C'est peut-être vrai, peut-être que c'est de la pure violence

destru[ctrice], mais ce n'est peut-être pas si évident que ça.

Alors, prenons, maintenant, une fois qu'on a vu ça, ce n'est pas du tout la même chose s'il faut régler ces choses. Si on est dans le premier cas, violence ludique, gratuite, là, il faut réprimer il n'y a rien d'autre à faire malheureusement, et montrer qu'on n'acceptera pas que ça se reproduise. Mais si on est dans le deuxième cas, du centre culturel, du chauffeur de bus, eh bien, là, il faut demander aux pompiers d'arrêter de tenir des propos racistes, s'ils en tiennent ; aux chauffeurs de bus de ne jamais faire un bras d'honneur en passant devant des jeunes et en refusant de s'arrêter parce qu'ils sont entre deux stations ; et au directeur du centre sportif, lui dire que si des jeunes veulent un espace pour faire du mini foot et non pas des tables de ping-pong, eh bien, il faut au moins discuter avec eux avant de leur dire « vous allez être content, je vous ai amené des tables de ping-pong ». Vous voyez, ce n'est pas les mêmes politiques, ce serait un peu ça ma réponse.

Dans la mesure où nous soutenons une équipe d'agents professionnels qui travaillent au sein de ce qu'on peut qualifier d'institution, puisqu'il s'agit d'un service social qui a pour mission d'accompagner les jeunes délinquants, si on s'intéressait un peu plus à la situation de ces agents pour, comme on le disait tout à l'heure, décaler un peu les représentations qu'on peut avoir par rapport à la violence des délinquants. En Belgique, ces services sociaux ont été créés pour prendre en charge les jeunes qui ont commis des infractions, en parallèle à l'intervention judiciaire. Donc ça veut dire qu'un juge prend une mesure par rapport à un fait qui a été commis, et le service social est mandaté pour effectuer le suivi et venir en aide à ce jeune délinquant.

Donc on se place clairement du côté de l'éducation, et de, on peut dire d'une certaine manière, de l'insertion dans la société du jeune délinquant. Selon vous, de quel élément doit tenir compte la réponse à la délinquance de la part d'une institution, précisément, comme ce service social qui va accompagner des jeunes délinquants ?

Michel Wieviorka

Écoutez, il faudrait que j'en connaisse plus, mais spontanément j'ai envie de vous dire que c'est très positif et très important. Parce que tout le monde sait que la prison est criminogène, donc si on laisse des jeunes qui ont fait des petits actes de délinquance, toutes proportions gardées, en prison, il y a de bonnes chances que sinon ils en sortent grands criminels. Donc c'est très, très, positif qu'il y ait ce type d'effort pour accompagner.

Deuxièmement, là encore, je vous dirai que toutes les délinquances ne sont pas du même ordre et l'accompagnement, j'ai envie de dire, ça doit être de la dentelle. Je ne crois pas qu'on puisse accompagner des masses, qu'on puisse dire, allez, on rentre dans une – je ne sais pas comment ça se passe – on est dans une prison, il y a 20 jeunes dans cette prison qu'on va prendre ensemble et qu'on va traiter tous de la même façon, parce que, justement, il me semble qu'il faut être capable de personnaliser l'action de ceux qui vont éduquer ou faire du travail social. Donc ça ça ce serait ma deuxième réaction au problème que vous soulevez. La troisième, c'est que c'est très difficile ces choses-là, je le sais un petit peu par expérience, parce que vous serez toujours perçus, si vous êtes travailleur social, éducateur, vous serez toujours perçus comme étant *de l'autre côté*, par des gens qui sont en prison. Quand vous êtes en prison, le type qui vient mais qui va ressortir, bon ; on essayera de vous manipuler. On essayera, donc, il faut former aussi les éducateurs, il faut leur apprendre à ne jamais accepter certaines choses des détenus. Moi j'ai donné des cours en prison, on m'a expliqué

ce que je pouvais faire et ce que je ne devais pas faire, et heureusement qu'on me l'a expliqué. Les détenus sont des gens très séduisants parfois, et puis après ils vous disent « est-ce que tu peux passer un coup de fil ? Est-ce que tu peux m'amener ceci ou sortir cela ? » et puis on ne sait pas où on va. Donc le troisième point c'est qu'il faut bien former les éducateurs à ce point qui est : toi, tu rentres et tu sors, eux, ils sont dedans. Ça, ça me semble très, très important. Et moi je pense que tout ce qui peut aider ces jeunes à une certaine réflexivité, à une capacité à mieux comprendre les choses est utile. Moi je ne suis pas du tout du côté de la moralisation, des bons sentiments, je suis comme tout le monde, j'en ai, mais ce n'est pas comme ça qu'on règle ces problèmes. Et donc, les aider à mieux réfléchir, ça peut les aider à mieux sortir de là, mais à condition qu'à la sortie il y ait aussi tout ce qu'il faut pour ça. Parce qu'il n'y a rien de plus contreproductif que de faire faire à un jeune la théorie de ce qui l'a amené là où il est, de lui dire « maintenant tu as bien compris, je suppose que tu n'as qu'une envie c'est d'en sortir et on va t'aider, puisqu'on t'a aidé à réfléchir », et puis une fois qu'il passe le seuil de la prison, de ne pas avoir le relais ou autre. Et donc, pour vous répondre aussi, je pense qu'il faut avoir l'image d'une chaîne entre le dedans et le dehors, ça, ça me semble capital, capital. Moi j'ai déjà entendu trop souvent parler de situations, comme ça, où le type repique, recommence et tout alors qu'on pensait que, vraiment, il avait bien compris. Eh bien, qu'est-ce qui s'est passé ? Et il faut quand-même, en même temps, ne pas sous-estimer l'intelligence, et donc parfois la rouerie d'un jeune délinquant qui vous manipulera. C'est-à-dire qu'il vous instrumentalisera et qu'il se dira « je vais faire ce stage, je vais faire ce qu'on me demande, etc., comme ça je serai bien noté, comme ça on me réduira ma peine, je sortirai plus tôt et puis je recommencerai à faire ce que j'ai envie ».

C'est un peu ce que décrivent ces agents professionnels quand ils évoquent les difficultés et les lourdeurs que peuvent prendre leur travail. En quoi pensez-vous que les éléments d'analyse de la violence que vous proposez, vont permettre d'aider ces agents professionnels à soit améliorer leur travail ou en tout cas en alléger certaines lourdeurs ?

Michel Wieviorka

Alors, il y a tout un problème en ce qui concerne, appelons ça les éducateurs spécialisés, les travailleurs sociaux, je ne connais pas le vocabulaire exact que vous pouvez utiliser, mais il y a tout un ensemble de difficultés ; ce sont des gens qui, aujourd'hui, en France en tout cas, vont mal, en général. Parce que le travail social n'est pas reconnu, parce qu'il y a beaucoup de problèmes d'emploi, parce qu'il est mal payé, ça transite par des associations qui ont moins d'argent que si c'était des fonctionnaires, etc. Il y a plein de problèmes, et c'est une profession qui doute un peu de sa capacité à faire changer les choses. Donc là, on parle de choses qui nous dépassent vous et moi, des problèmes extrêmement généraux, mais qui font partie du dossier. Alors une fois qu'on a dit ça, imaginons qu'on arrive, comment dire, à redonner confiance à cette population si importante ou qu'elle reprenne confiance. Alors, à partir de là on rentre dans d'autres difficultés. Je pense qu'il est absolument nécessaire que les travailleurs sociaux en question aient les outils pour comprendre comment tel ou tel délinquant est devenu délinquant. Je veux dire chaque cas est différent des autres. Il ne s'agit pas du tout d'être dans une logique policière ou répressive, mais il faut savoir. Et on va s'apercevoir que la logique de la délinquance c'est certainement une trajectoire plus ou

moins complexe mais avec un certain nombre d'éléments de type sociaux, pour le dire vite. C'est-à-dire, tel est devenu délinquant parce qu'il ne trouvait pas sa place à l'école. Je me souviens d'une interview exceptionnelle d'un garçon qui s'appelait Khaled Kelkal qui avait été interviewé en 1992 ou 1993 par un sociologue allemand : trois ans plus tard, c'était le principal acteur du terrorisme de 1995. Le sociologue allemand a retrouvé l'entretien et Kelkal dit « Moi j'étais – en gros – j'étais un jeune sans histoire, tout allait bien, et puis au collège, brusquement, je n'avais pas ma place ». C'est très important de comprendre ces choses-là. Et donc, la première chose, je ne vous dis pas qu'il faut transformer les travailleurs sociaux en historiens ou en sociologues, mais je pense qu'il faut s'assurer qu'ils ont bien les outils qui vont leur permettre, eux aussi, d'avoir une certaine distance, une certaine réflexivité, une certaine compréhension de ceux en face de qui ils sont. Ça, ça me semble capital. Et que, ensuite, tous leurs efforts devraient être de faire entrer également ceux en face de qui ils sont dans une logique de compréhension de la situation. Je ne pense pas qu'ils puissent faire beaucoup plus. Moi je ne crois pas qu'ils puissent dire « si tu te tiens bien, je te donnerai un job à la sortie ; si tu te tiens bien ; ou si tu te tiens mal, au contraire, il y aura telle sanction ». Je ne crois pas. Et donc, un travail d'éducation, pour moi, c'est un travail qui doit élever la capacité de connaissance. Mais ça ne marchera pas toujours, ça ne marchera pas toujours et il faut s'attendre aussi à des désillusions ou à des difficultés.

Quand vous dites « permettre à des jeunes délinquants de revenir vers une position de subjectivation », est-ce qu'on peut dire aussi d'acteur ?

Michel Wieviorka

Alors, le passage du sujet à l'acteur dépend de conditions qui vous échappent et qui leur échappent, mais peut-être pas à 100%. Et donc, je pense que le plus possible oui, mais il y a des limites. Si pour redevenir acteur il faut qu'ils habitent dans un certain type de quartier, qu'ils aient l'accès au marché de l'emploi ou au marché de l'éducation supérieure. Tout ça est compliqué, tout ça est lourd. Et donc c'est souhaitable, mais je ne suis pas sûr que ce soit possible. Je reviens un quart de seconde en arrière, avant de passer du sujet à l'action. Je voulais vous dire ce qui se passe dans les prisons, très souvent, comme il n'y a pas de gens comme vous suffisamment dans un certain nombre de prisons, eh bien, ce qui peut se passer c'est que celui qui ne peut pas passer de la subjectivité à l'action, et qui est donc dans l'impossibilité et qui a été, à un moment, délinquant, il est très possible qu'il cherche à se doter d'un sens et il risque de rentrer dans la deuxième logique dont je vous ai parlé. Et qu'est-ce qu'il va faire ? Il va tomber dans les mains d'un imam, auto-déclaré imam, un salafiste, quelqu'un, etc., et il rentrera dans des logiques... C'est pour ça que votre action est extrêmement importante, mais il faut que vous puissiez faire le poids. Et l'imam il lui promet quand-même des grandes choses.